

PAIX LITURGIQUE

Notre lettre 262 publiée le 21 décembre 2010

MONSEIGNEUR RANJITH : LE CARDINAL DE MEDIATOR DEI

Nous publions ci-dessous, avec l'aimable autorisation des éditions de L'Homme Nouveau, l'article de l'abbé Claude Barthe publié dans le numéro 1480.

Image

« Les meilleurs élèves de Ratzinger sont au Sri Lanka et au Kazakhstan », écrivait le vaticaniste, Sandro Magister, sur son blogue Chiesa (<http://chiesa.espresso.repubblica.it/articolo/1345143?fr=y>), en parlant de Mgr Ranjith et de Mgr Schneider : « Ils suivent l'exemple du pape en matière de liturgie bien plus et mieux que beaucoup de leurs collègues italiens et européens ». Est-il hasardeux de supposer que l'on retiendra plus tard de ce consistoire de novembre 2010 qu'il aura été celui de l'accession à la pourpre romaine d'Albert Malcolm Ranjith ?

Mgr Ranjith, de son nom complet Albert Malcolm Ranjith Patabendige Don, est né à Polgahawela au Sri-Lanka, le 15 novembre 1947. Clin d'œil de la Providence : c'était l'année de la grande encyclique liturgique du XXe siècle, *Mediator Dei*, de Pie XII (1). Apparaissant tout de suite comme un des très bons éléments intellectuels et spirituels du séminaire national de Ceylan, il fut envoyé à Rome, pour y achever ses études théologiques à l'Université Urbainienne (l'Université pontificale qui reçoit les prêtres venus des pays « de mission »), qu'il a complétées par des études bibliques à Jérusalem. Ordonné prêtre en 1975 (par Paul VI), ce prêtre déjà polyglotte, d'une intelligence souple et d'un caractère particulièrement avenant, devint évêque auxiliaire de Colombo en 1991, à 44 ans, après seulement 15 ans de sacerdoce, et puis évêque du diocèse de Ratnapura, en 1995.

En 2001, il intégra la Curie romaine, à la Congrégation pour l'Évangélisation des peuples, la « Propagande de la foi », comme Secrétaire adjoint (c'est-à-dire, d'emblée comme troisième personnage du dicastère dirigé alors par le cardinal Sepe, un homme proche du cardinal Sodano, Secrétaire d'État, et membre de la garde rapprochée de Jean-Paul II en fin de vie). Mais Mgr Ranjith manifesta surtout qu'il faisait partie de la nébuleuse ratzinguérienne.

En l'espèce, les qualités exceptionnelles de ce prélat du Sri Lanka, tout de suite reconnues par tous, en même temps qu'elles gênaient passablement le cardinal Préfet, aux mouvements financiers (accomplis pour la bonne cause !) duquel le Secrétaire adjoint ne voulut en aucune manière se mêler. Mgr Stanislas Dziwisz, Secrétaire du Pape et véritable preneur des décisions au nom du Pape, arbitrait alors entre les personnages les plus influents de l'ultime phase du pontificat de Jean-Paul II : d'un côté, les cardinaux Sepe, Re, Sodano, avec Mgr Sandri, de l'autre le cardinal Ratzinger. Du côté de la banque, et du côté de la morale, comme on disait plaisamment... Malcom Ranjith, pour le dire clairement, n'a jamais reçu de chèque des hautes instances des Légionnaires du Christ.

Les offices curiaux ouvrent souvent à la carrière diplomatique pontificale, et inversement. Mais en général, cela vaut pour les prélats formés à l'Académie ecclésiastique (« l'École des nonces ») et qui sont passés par la Secrétairerie d'État. Mgr Dziwisz écarta tout de même Mgr Ranjith de Rome en lui offrant une nonciature. Malcom Ranjith parvint en effet à éviter, avec l'aide du cardinal Ratzinger qui voyait approcher le Conclave, d'être congelé comme coadjuteur de Colombo. Il reçut donc, en 2004, un poste diplomatique de « 1ère classe », la nonciature apostolique en Indonésie et au Timor Oriental. C'est à ce moment-là que commença à se répandre, à propos du nonce à Djakarta une réputation d'homme de doctrine très orthodoxe, favorable à la liturgie traditionnelle et à la traditionalisation de la liturgie nouvelle, attentif en outre à une réconciliation de Rome avec les « fils de Mgr Lefebvre » presque autant qu'à une réconciliation avec Rome des « fils de Mgr Lefebvre », intérêt assez exceptionnel, au moins à ce degré, pour un prélat asiatique qui le rangeait en fait parmi les prélats romains, et plus précisément parmi les prélats de réforme. En réalité cet intérêt pour une « réconciliation », considérée par lui comme l'un des éléments d'un changement de cap dans le post-concile, s'était manifesté déjà de manière active et discrète lorsqu'il était Secrétaire adjoint de la Propagande.

De sorte que, six mois après son élection, Benoît XVI le rappela à Rome pour lui confier un poste sensible dans son plan de redressement de l'Église : il devint le deuxième personnage de la Congrégation pour le Culte divin et les sacrements. Le préfet en était alors le cardinal Arinze, prélat certes classique mais peu

favorable à la liturgie traditionnelle (surtout dans les dernières années de son mandat), ensuite remplacé par le cardinal Cañizares (décembre 2008), archevêque de Tolède, de même ligne que Mgr Ranjith. Malcom Ranjith défendit avec vigueur - et imprudence, suscitaient ses nombreux adversaires - le *Motu Proprio Summorum Pontificum*, mais aussi la nécessité de recadrer la réforme liturgique de Paul VI.

Pas si imprudemment qu'on ne le disait, au reste, car il faisait en sorte de n'intervenir désormais jamais publiquement dans les *lefebvriana*. Or, si l'on me permet cette comparaison provocante, on prétendait alors qu'il était favorable à une forme de réconciliation beaucoup plus audacieuse que celle du cardinal Castrillón, à savoir à quelque chose comme des accords d'Évian entre Benoît XVI et la FSSPX, où la FSSPX tiendrait le rôle du FLN, et les évêques français conciliaires celui des partisans de l'Algérie française...

Les plus frileux de ses amis eussent aimé qu'il reçût un plus haut poste curial (et le cardinal Cañizares ne voulait pas lâcher un si précieux collaborateur). Tous se souvenaient que le clan des sodaniens avait déjà voulu, en 2004, le reléguer à Colombo. Mais les temps étaient autres : Benoît XVI préféra lui donner ce siège, plus important que ceux où il avait déjà fait ses preuves pastorales. Il fut donc promu à l'archevêché de Colombo, en juin 2009, l'an passé.

Diocèse très riche en prêtres, comme ceux de l'Inde voisine, Colombo sentit rapidement passer un vent de réforme, au sens traditionnel du terme. Certes, il arrive aussi à l'archevêque de Colombo de se montrer « ouvert » d'une manière qui fait sursauter ses amis romains : n'a-t-il pas accepté à l'occasion de sa réception par son ami l'évêque de Ratnapura, le 31 octobre 2009, diocèse suffragant de l'archevêché de Colombo, une sorte de réédition de la journée d'Assise ? Il est vrai que cet Assise-là était particulièrement « encadré » : cela se passait dans la cathédrale ; Mgr Ranjith avait la préséance et la présidence sur les membres des autres religions. En fait, Malcom Ranjith, le haut prélat qui célèbre sans doute le plus fréquemment la messe traditionnelle, est un homme d'audace atypique, un homme du « dépassement inclusif ».

Il a, en outre, lancé une année spéciale de l'eucharistie, réunissant ses prêtres (tous en soutane) à Colombo durant trois journées d'études, pour lesquelles il a fait venir le cardinal Antonio Cañizares, le P. Uwe Michael Lang, membre de la même Congrégation et consultant du Bureau pontifical des célébrations liturgiques, auteur du livre *Se Tourner vers le Seigneur* (Ad Solem, 2006), de même qu'un écrivain catholique allemand de premier plan, Martin Mosebach, lui aussi auteur d'un livre qui a beaucoup fait parler de lui, *La liturgie et son ennemie* (Hora Decima 2005).

L'intérêt réformiste de Mgr Ranjith va d'ailleurs bien au-delà de la liturgie, et s'applique notamment au catéchisme, à la formation des clercs, au relèvement des vocations. Mais il sait aussi que la liturgie est un critère décisif. En fait, pas plus aujourd'hui à Colombo que hier à Djakarta, Malcom Ranjith n'a vraiment quitté le gouvernement central de l'Église, dont il devient désormais un personnage avec lequel il va falloir compter. Car il n'est pas douteux que dans la deuxième partie du pontificat de Benoît XVI qu'ouvre vraisemblablement ce consistoire de 2010, sous un Pontife d'âge vénérable, qui réserve à juste titre ses forces, et qui plus que jamais se montrera un homme de doctrine lumineuse plus que de gouvernement direct, des hommes comme les cardinaux Piacenza (Clergé), Cañizares (Culte divin), Ouellet (Évêques), Burke (Signature apostolique = « Cour de Cassation »), Rodé (encore pour quelques temps aux Religieux), Amato (Cause des Saints), De Paolis (l'homme de l'assainissement des finances et des Légionnaires du Christ), entourés de nombreux prélats (Mamberti, 2ème substitut à la Secrétairerie d'État, de Almeida aux Textes législatifs, Ladaria et la Commission Ecclesia Dei au Saint-Office, Di Noia et Ferrer au Culte divin, et bien d'autres), vont peser d'un grand poids.

Ces « barons », beaucoup moins disparates que n'étaient les Re, Ratzinger, Sodano, Sandri, de l'époque de la fin du règne de Jean-Paul II, pourraient jouer, dans les années 10 du XXIe siècle, le même rôle subsidiaire qu'ont tenu ces derniers à partir de la fin des années 90 du XXe siècle. Et parmi eux, le cardinal Malcom Ranjith pourrait être un des hommes, et non des moindres, de ce que Benoît XVI aime qualifier de « nouveau mouvement liturgique ».

(1) Parmi les thèmes des partisans les plus influents de ce que l'on nomme la « réforme de la réforme », dont Malcom Ranjith, se trouve celui de la restitution (ou de l'institution) d'une continuité entre *Sacrosanctum Concilium*, la constitution conciliaire sur la liturgie avec l'encyclique *Mediator Dei*, par-delà la « rupture » constituée par la réforme de Bugnini.